

SE DÉFAIRE DE LA DÉMOCRATIE

Avril 2006, le mouvement anti-CPE jette ses derniers feux. Avril 2007, les projecteurs se braquent sur le scrutin présidentiel ; toute l'actualité politique semble polarisée autour de la campagne électorale et on nous promet au deuxième tour l'affrontement Sarkozy/Royal, le classique débat gauche-droite constituant l'horizon indépassable de la vie démocratique. Pour ce qui concerne les argumentaires il n'y a pas trop de surprises. Le programme de l'UMP reste dans la droite ligne de la loi sur l'égalité des chances (« plus de flexibilité », la « liberté » pour les gagnants de se faire toujours plus de fric, « moins de charges », et une bonne dose de sécuritaire), et le candidat ministre de l'Intérieur affiche ouvertement son hostilité aux révoltés du printemps. En face, la gauche ose le « réalisme » en matière de gestion économique, elle braconne sur le terrain du flicage au nom du « droit de tous à la sécurité » et en matière sociale joue la carte de la récupération, fidèle à sa fonction d'intégration de la contestation dans le jeu démocratique.

Immanquablement, lorsqu'un conflit social menace de s'intensifier jusqu'à ébranler l'ordre établi, quand percent des perspectives révolutionnaires, on voit s'activer, à côté des milices du maintien de l'ordre, toute une foule de récupérateurs. Canaliser les forces déployées dans le mouvement pour renforcer sa propre chapelle tout en les maintenant dans le jeu institutionnel, tel est le rôle de

la gauche, à travers ses divers organes politiques, associatifs ou syndicaux. CGT, CFDT et compagnie sont intervenues à temps dans le mouvement pour prétendre le représenter et s'en sont retirées juste quand il fallait pour le faire implorer; quelques mois plus tard ce sont les partis politiques qui entrent en scène, comptant en tirer profit en vue des élections de mai 2007. Les résidus de l'ex «gauche plurielle» cherchent à faire oublier qu'en matière de contrats de merde ils ne sont pas les derniers (emplois jeunes, etc.), tandis que l'«extrême-gauche» entend faire valoir le communisme et la révolution sur les plateaux télé et dans les urnes. Pour transformer la pseudo-victoire du mouvement en force électorale, et pour conjurer la peur ressentie à l'idée que ce monde a vacillé, la gauche met en place tout un tas de dispositifs pour s'approprier ce qui s'est exprimé pendant le mouvement, tout en le dénaturant. Et il y en a pour tous les goûts: la «flexsécurité» et les «jurys citoyens» du côté du PS, l'«interdiction des licenciements» et la «démocratie participative» pour la gauche de la gauche, type LCR ou PCF¹. Comme si l'intense activité politique (affrontements avec les flics, occupations, blocages, textes, etc.) du printemps 2006 avaient eu pour principal objectif l'accélération d'une certaine réorganisation du capitalisme, ou un retour à l'ancienne forme d'exploitation en usine. Comme si l'auto-organisation du mouvement ne portait pas les prémisses d'un rejet de toute *représentation* politique.

Cette tentative de capture de la charge politique du mouvement reste faible compte tenu d'une nette désaffection pour la farce électorale; et il semble que les programmes gouvernementaux défendus par la gauche ne suffisent pas à donner un sens profond au fait d'aller balancer un bulletin dans l'urne. À part quelques

1 – Qu'on nous permette de ne pas rentrer dans le débat de savoir si le PS doit encore être classé à gauche. Ce qui nous importe ici est qu'il y ait un certain nombre de personnes investies dans le mouvement qui envisagent de voter pour ce parti. Il est évident par contre que la LCR aura du mal à se faire valoir comme révolutionnaire, compte tenu de son programme en tout cas (un peu moins de flics et un peu plus d'éducateurs, un peu moins de précarité mais une exploitation plus stable et régulée).

Jeunes Socialistes et une poignée d'abruti-e-s du même acabit, qui pense réellement que sa vie va changer avec le parti au pouvoir? Qui vote *pour* un-e candidat-e par conviction politique? Et combien votent par dépit, par défaut, par rejet, par peur (du futur, des immigré-e-s, etc.)? Combien votent par convention, «parce qu'il faut bien, c'est la démocratie»? Et combien ne votent pas?¹ Face à ce désenchantement, il faut alors sortir l'artillerie lourde: le vote utile. Sans que cela ne pose manifestement de problèmes aux chantres de la démocratie, le ressort principal des élections est à l'heure actuelle le *rejet*, soit du parti au pouvoir, soit du «fascisme». Le vote utile, c'est l'ultime argument pour que la farce électorale dans nos démocraties ne devienne pas le reflet en négatif de celle des dictatures, avec des président-e-s élu-e-s avec des scores de 3% d'un côté et 97% de l'autre; c'est la perfusion qui maintient en vie le système électoral en phase de dégénérescence avancée. Au besoin, on mobilisera aussi le show-business, voire une brochette de rappeur-e-s désigné-e-s comme représentants folkloriques des jeunes des cités, pour les inciter à s'inscrire sur les listes électorales².

L'argument du vote utile renvoie à l'idée qu'il faut protéger le système républicain de ce qui hante ses marges, où on retrouve pêle-mêle les islamistes radicaux, Le Pen, les casseurs, etc. La démocratie a en effet une telle prétention à imposer le «bien

1 – Là on a des chiffres: 11 305 443 abstentions et bulletins blancs ou nuls pour 39 807 898 inscrit-e-s sur les listes électorales au premier tour des élections présidentielles de 2002 (soit plus que le nombre de voix obtenues par les deux premiers réunis). À cela, on peut ajouter une estimation de 3 millions de personnes non-inscrites. Nous ne prétendons évidemment pas que chaque abstentionniste formule les mêmes critiques que nous à l'égard du système électoral. Cependant, la dérégulation de la foi dans le bulletin de vote fonctionne comme une caisse de résonance pour ces mêmes critiques.

2 – On peut consulter le pathétique site «ouvrela.com» pour se rendre compte de l'inanité des discours politiques de ceux qui ont réussi (ou espère réussir) dans l'industrie du disque et qui appellent à voter pour ceux de leurs «frères» qui auraient réussi à Science-Po'. Dire que certains appellent à l'émeute et à tuer des flics dans leurs morceaux...

commun» pour tou-te-s, que rien ne peut lui être extérieur, rien ne peut rompre le consensus qu'elle est sensée établir en tout point du tissu social, sans représenter le mal absolu (et permettre par là une salutaire mobilisation autour de ses «valeurs»). Assumer la confrontation avec l'Etat et ses flics, ou contre le capital et ses milices, signifie ainsi être prêt-e à affronter l'anathème réservé aux «ennemis de la démocratie»; à figurer, selon son interlocuteur, dans le même sac que Ravachol, Ben Laden, Marx, Hitler, Staline, nous en passons, et des meilleur-e-s.

Pour peu que l'on garde la tête froide et un peu d'humour, on s'y fait très bien.

En démocratie, le tout de la politique doit se tenir dans les termes du clivage gauche-droite: soit plus de libéralisme contre plus de services publics, baisse d'impôts contre réduction du temps de travail, pèlerinage à Lourdes contre techno-parade, Sardou contre Souchon, et la sécurité des deux côtés. Ces oppositions, d'ailleurs souvent fluctuantes, entre deux modes de gestion recouvrent un accord de fait sur la conservation du système républicain et de la machine capitaliste. De temps en temps il y a des moments de grogne, de mécontentement: on peut alors manifester démocratiquement, c'est-à-dire dans les clous (entre deux lignes de SO), pétitionner à qui mieux mieux; en démocratie toute expression politique se doit d'être congruente avec les cadres de l'Etat de droit. Les appels au légalisme ne sont que des appels à rentrer dans le rang, et quand les bons citoyens se risquent à prôner la désobéissance, il faut que celle-ci soit «civile», toujours sur le mode: «la loi est mal faite». C'est-à-dire: «On ne demande pas mieux que d'obéir, mais là vraiment c'est trop». Ou encore: «Mais arrêtez de nous criminaliser, vous voyez bien qu'on n'est pas dangereux pour vous!». Les actes politiques se doivent d'être légitimes, c'est-à-dire acceptables par l'opinion publique. Même si cette instance ne se confond pas directement avec l'Etat, toute légitimité se fonde en dernier ressort dans un rapport à la légalité; on peut enfreindre le règlement mais pour

l'améliorer au bout du compte, et dans les limites du raisonnable. Dans le souci de légitimité se mêle la prétention d'une réécriture de la loi et la peur du gendarme. Et ça s'articule systématiquement avec le respect de la légalité: c'est à dire précisément ce qui fixe la limite à ne pas franchir, et au delà de laquelle pourrait se constituer une menace pour le «pouvoir», ce qui fixe et enregistre juridiquement l'ordre des choses, l'ordre normal de la domination.

Le consensus démocratique repose sur cette idée selon laquelle il n'y a pas, en matière politique, de tort inconciliable; il n'y a que des problèmes à régler ou à gérer, par un bon compte des intérêts en présence. L'exploitation généralisée, l'absurdité des vies consumées dans le travail sont renvoyées à une question de pondération, au problème de la «répartition des fruits de la croissance». La politique démocratique est une affaire de compromis et de pédagogie, d'aménagements bien compris, au regard desquels les luttes sociales et les pratiques subversives font figures d'anomalies anachroniques. Une fois dépassée l'époque des guerres et des révolutions, la démocratie va logiquement se confondre avec le domaine de la politique pacifiée¹. Elle constitue une forme redoutablement efficace de neutralisation des antagonismes sociaux, au plan des représentations d'abord: tensions et conflits sont invisibilisés, ramenés dans les termes d'un débat constructif au sein duquel la guerre sociale n'est plus pensable. Plus d'*oppresses* ni d'*opprimés*, mais des *citoyens* dont il

1 – Ce qui ne va pas sans une extrême militarisation de ses bordures: au travers d'opérations de maintien de la paix ou de police internationale comme au travers des opérations de maintien de l'ordre au sein même des «démocraties occidentales». L'état d'exception devient le régime normal pour ce qui n'entre pas dans son jeu, ou reste inassimilable: c'est l'état d'urgence de novembre et le couvre feu dans les quartiers, le parage des sans-papiers dans des non-lieux juridiques, l'impunité de fait dont bénéficient des forces de l'ordre qui, dans leur style, ressemblent de plus en plus à une force d'occupation militaire (au plan des équipements, avec la multiplication des brigades d'intervention du type BAC ou GIPN). La répression peut s'abattre sur quiconque ne joue pas le jeu dans la moindre de ses attitudes, comme le rappelle le code pénal et son délit d'outrage «par geste, parole ou regard».

s'agit d'harmoniser les intérêts. Pas d'*ennemis de classe* mais des *partenaires sociaux*. Chacun se retrouve isolé, à se considérer en tant qu'individu, se projetant dans la «classe moyenne» qu'il soit smicard ou cadre moyen voire supérieur, en dehors de toute conflictualité. Les inégalités, produites et maintenues systématiquement, sont renvoyées à une vague anomalie du système, un «problème de société». La démocratie parachève dans l'imaginaire politique toutes les manœuvres d'écrasement et de soumission qui se mènent sous le nom de l'économie; au point que la somme de ces manœuvres, ainsi que toutes les offensives contre-révolutionnaires et l'ensemble des violences menées au nom du maintien de l'ordre peuvent apparaître précisément comme *paix sociale*, comme *la paix*.

La gauche, en réintégrant toute contestation dans le schéma démocratique, joue un rôle de premier plan dans la désintensification de l'affrontement larvé entre les partisans de l'ordre et ceux et celles pour qui cet ordre a quelque chose d'invivable; dans la négation de la guerre sociale. Elle reprend alors allégrement à son compte l'arsenal conceptuel de la démocratie pour faire oublier que la société est basée sur un rapport d'exploitation qui la divise en classes dont les intérêts sont proprement inconciliables (à coup de «Consensus Républicain», d'appel à la «Tolérance», à la «Citoyenneté», de souci de l'«Intérêt général»...). La démocratie neutralise également les luttes politiques radicales dans les faits, au sens où au sein de son petit jeu elle les rend impossibles à mener pratiquement (d'où l'inanité du démocratisme radical de ceux qui pensent que c'est que c'est un manque de démocratie qui a affaibli le mouvement, ou des stratégies électorales de la gauche révolutionnaire). L'individu démocratique est par définition un être impuissant politiquement: en France, chaque «citoyen» est dépositaire d'un quarante-deux-millionième du pouvoir politique; que peut-il alors en faire d'autre que de le déléguer à un-e représentant-e à qui il confie le soin de décider de l'organisation sociale? Tout le malheur de cette situation est qu'elle entretient et généralise l'incapacité d'intervention dans la vie publique,

l'abandon par les *administré-e-s* de leur puissance sociale, et qu'il faut déployer d'énormes efforts pour simplement convaincre qu'une action politique autonome est envisageable. De ce point de vue la gauche, en appelant les participant-e-s au mouvement à s'en remettre à elle et à sa capacité de gestion politique, sape les bases des mouvements futurs en étouffant toute initiative d'organisation autonome. Plus largement la démocratie représentative fait de la politique une activité de spécialiste, un royaume séparé de la vie commune et elle nous désapprend par là à nous auto-organiser, à prendre en charge nous-même, et sur un mode collectif, nos existences.

Cette impuissance propre au mode de fonctionnement de la démocratie représentative s'est clairement manifestée dans le cadre des AG du mouvement, et tout particulièrement au moment de son effondrement. Il est resté l'impression tenace, chez nombre d'étudiant-e-s, de ne pas pouvoir faire grand-chose pour enrayer cet affaissement ou ce reflux: on a fait l'expérience de notre faiblesse politique, comme *individus démocratiques*. Si on n'a pas eu la force de s'y opposer c'est d'abord parce qu'on s'est émiétté... Les partisans du blocage étaient encore en nombre, pourtant. Mais ce n'était, précisément, que du nombre. À Lyon la fac est débloquée suite à un vote en AG: mille voix contre le blocage, huit cents pour. Les huit cents personnes favorables au blocage repartent la mort dans l'âme, honteuses: coincées dans leur souci de légitimité elles n'ont pas su se composer en force et sont restées un agrégat d'individus, un simple chiffre dans le décompte final, et non une force. Initialement la fac avait été occupée et bloquée à quelques dizaines, des groupes qui ne se souciaient alors que de penser politiquement leur geste (en fonction de ce qui semblait alors possible, juste et joyeux) et sans entrer dans la logique du décompte majoritaire.

Il y a eu cette erreur stratégique: rester empêtré-es dans le jeu de la démocratie représentative et nous y trouver de ce fait neutralisé-es, dispersé-es en votes plutôt qu'en actes. Mais en

deçà de cette logique comptable, l'affaissement du mouvement s'est propagé au travers nos propres faiblesses ; les injonctions des médias, les menaces des présidents de fac n'auraient pas si bien pris, elles ne nous auraient pas fait céder avec une telle facilité si elles n'avaient été relayées en nous par un ressort intime, une sorte de désir de retour à la normale. Le désir d'un retour aux choses qui nous ressemblent (en tant qu'étudiant-es ou travailleur-es) nous maintiennent dans ce que nous sommes (comme consommateurs) : désir de retourner au confort de son appartement, de goûter à nouveau aux délices télévisuels après une journée utile, bien remplie et sans surprise. Et on n'est pas happé, dans le même temps, par une autre vie, plus collective ou plus intense. Le retour à la normale s'est avéré être une passion trop conforme au fond à ce que nous sommes, à notre mode d'existence, comme *individus économiques* cette fois.

Dans tous les cas, quand le mouvement s'effondre et pris individuellement, on n'est pas porteur de grand chose. Pas plus à la fac, dans les AG ou les occupations, qu'en manif, dans l'émeute ; l'individu isolé venu crier ses slogans n'a que peu de prise sur la situation : il est l'élément de base des cortèges pacifiés là où les bandes ou les groupes d'affinités s'organisent pour et dans l'émeute, débordent le SO pour reprendre l'initiative. L'*individu-citoyen* qui délègue son pouvoir politique, l'*individu-consommateur* coincé dans son appartement ou sur son plan de carrière ne trouvent pas à se maintenir dans l'offensive ; tels qu'en eux-mêmes, ils appartiennent trop à la situation normale.

C'est un peu comme si le mouvement s'était trouvé deux fois confronté à l'impasse démocratique. Sous la forme d'une machine juridico-politique d'abord : l'AG, au sein de laquelle les êtres sont constitués en citoyens, c'est à dire renvoyés à leur impuissance individuelle, leur intime conviction et leur liberté de parole (troquées contre la moindre capacité d'action), leur liberté de déléguer la petite parcelle de puissance politique sans jamais l'exercer directement. Tout le monde peut participer, s'exprimer : il n'y a pas grand-chose de pensé ou tenté et tout s'arrête. Reste

que le sujet politique raisonnable, l'*individu démocratique* convoqué en AG au motif de sa faculté de juger, de sa liberté de penser et de se faire une opinion pour passer au vote, n'est qu'un cas particulier, une déclinaison de la figure plus générale de l'*individu libéral*, qui traîne son impuissance politique également au travail, dans ses loisirs... Cet être de contrat, usiné par et dans l'économie, se caractérise par son incapacité à se lier aux autres ou au monde pour ce qui lui est vital, en tout cas sans en passer par des médiations marchandes (sur le mode de la consommation, d'un calcul de ses intérêts, etc.)¹. Bien qu'il existe dans un monde de plus en plus incertain, même si sa vie, en un sens, se déroule de plus en plus hors de portée (pour cause de «mondialisation», de «mise en réseau» ou sur le mode de la «société du risque») l'individu libéral est contraint de n'envisager que des solutions individuelles, ajustées à ses problèmes individuels. C'est bien là le drame d'un mode d'être qui empêche le plus souvent de mesurer à quel point nos misères individuelles (l'angoisse de l'intérimaire qui n'arrive pas à boucler ses fins de mois, la dépression ou le stress des employé-e-s harcelé-e-s moralement, usé-e-s jusqu'à la corde, ou le sentiment d'inutilité au monde des sans emploi), tous ces états invalidants et mutilés, constituent précisément le lot commun. À l'usine ou à la fac, en boîte de nuit ou en boîte d'intérim, ce sont toujours des solitudes qui se croisent, jouent à distance et restent dans le jeu du fait même de cet isolement.

La démocratie ce n'est pas seulement un régime politique ou une fiction juridico-politique qui neutralise le conflit, l'ensevelit

1 – L'individu libéral ou démocratique n'est pas un sujet réel mais une figure, c'est à dire un point d'unification synthétique pour toute une série de situations, une certaine articulation qui nous lie à des processus économiques bien spécifiques et nous fait alors exister sur ce mode : on peut prendre l'exemple de la file d'attente, dans laquelle tout rapport humain se réduit à un acte contractuel entre client et vendeur, comme celui de la «vie d'entreprise» (côté cadre ou côté manard), de la soirée étudiante calibrée par la nécessité de s'intégrer et de se faire des relations à valoriser professionnellement, conformément aux enseignements des manuels de management. (cf. *Le nouvel esprit du capitalisme* de Boltanski et Chiapello)

sous l'évidence de son consensus; elle définit aussi pour ses sujets une manière incorporée de sentir et d'agir, un certain régime du sensible, un mode d'articulation entre la perception, les émotions et les actes qui détermine en particulier la façon dont les perceptions précipitent en émotion, dont les émotions portent à agir... Cette organisation de l'expérience sensible du monde traverse les êtres, engage la façon qu'ils ont de se rapporter à leur environnement, aux autres et à eux-mêmes. Et dans le cas de la démocratie, cette configuration du sensible se caractérise par une apathie ou une anesthésie consubstantielle, la neutralisation des émotions collectives et de leur circulation au profit d'une psychologisation diffuse des rapports sociaux. Le malaise, produit à la chaîne et massivement dans le monde d'économie est renvoyé par ce biais dans les limites de l'individu sommé de devenir responsable de ce qui lui arrive. Qui peut sérieusement s'épanouir dans le travail, c'est à dire au travers de cette activité surveillée et souvent abrutissante, avec pour seule perspective de perdre sa vie à la gagner? Mais il reste cette injonction à réussir sa vie, et le stigmate de l'échec pour celui ou celle qui fait plutôt l'expérience du mal-être. C'est qu'en démocratie, on semble préférer les désordres de l'âme aux désordres de la rue.

«Que, du psychologue au médiateur des affaires familiales, du feuilleton télévisé à la conversation ente amis, du militant associatif au spectacle engagé, tout nous encourage à prendre de l'émoi pour de l'émotion jusqu'à ne plus pouvoir distinguer l'une de l'autre, signale assez l'existence d'une guerre qui se livre chaque jour sur le terrain de la sensibilité»

(Muriel Combes, *Entre deux crépuscules*)

L'individu démocratique c'est celui qui ne doit pas trop espérer, pas trop sentir, ne pas trop s'échapper. Revendiquer dans les limites du droit et de la loi, manifester dans les limites fixées par les flics, se révolter dans le cadre bien balisé d'un mouvement

social, vivre dans les limites d'une existence raisonnable. Ce mode d'existence se caractérise fondamentalement par de la séparation. Séparation entre perceptions et émotions, entre émotions et actes, séparation entre les individus métropolitains qui, réduits à l'état d'existences particulières, au gré de leurs parcours individualisés, semblent empêtrés dans une curieuse étrangeté au monde, à la ville, à eux même. Comme si chaque fois on ne pouvait rien y faire qui porte à conséquence ou fasse événement (manquent les savoir faire, les liens intimes aux choses même de notre environnement qui nous permettraient paradoxalement d'être autonomes, capables de nous soigner, de nous approvisionner en nourriture, de nous fabriquer des espaces communs ou des armes). L'individu moderne, démocratique, est extrait de toute communauté, extirpé des vieilles solidarités: celles du village, du quartier¹. Il faut combler le vide derrière la mise en pièce des formes de vie «populaires»: l'art et la culture y pourvoient en créant des ambiances. *«Ce qui flotte dans une ambiance, ce sont les fragments pulvérisés du monde qu'elle absente»*; toutes les installations des urbanistes modernes visent la suspension des habitudes et des usages pour arracher un peu plus la ville aux êtres qui l'habitent et s'incrument en bas des cages d'escalier ou dans les rues. Faire en sorte qu'elle ne soit plus habitée que par des touristes, figures sans ancrage, dont il faut gérer la mobilité comme pour les flux lors des grandes manifestations sportives ou le calcul des déplacements en modes de transports verts, du type tramway ou bus à économie d'énergie... Éthique, performance, culture: voilà le triptyque, les trois valeurs centrales du centre ville civilisé (et d'autant plus civilisé qu'une hausse moyenne des loyers de 25 %

1 – *«Un quartier populaire c'est avant tout un quartier habité, donc ingouvernable. Ce qui le rend ingouvernable ce sont les liens qui s'y maintiennent (habitudes, usages, solidarités). Tous ces liens établissent entre les humains, les choses et les lieux des circulations anarchiques sur quoi la marchandise et ses promoteurs n'ont pas directement prise. L'intensité de ces liens est ce qui les rend moins exposés et plus impassibles aux rapports marchands. Dans l'histoire du capitalisme c'est le rôle de l'État que de briser ces liens, de leur ôter leur base matérielle afin de disposer les êtres au travail, à la consommation et au désenchantement»* (La Fête est finie).

en trois ans aura permis une évacuation salutaire des franges les plus pauvres de la population)¹.

Comme individus séparés, coupé-es du monde, nous sommes séparé-es de notre propre puissance. Et les formes de pouvoir propres aux sociétés démocratiques à la fois se déploient sur la base de cette individuation, et dans le même temps l'entretiennent, la produisent comme leur propre condition de possibilité. Elles consistent dans la gestion d'êtres isolés, rabattus dans les limites de leur moi, constamment renvoyés à eux même et au « projet de vie » qu'elles ont le devoir de réussir. La démocratie c'est cette forme de pouvoir qui règle les rapports entre des individus bien délimités et « responsables », au sens précisément où ils s'auto-contrôlent et s'entre-surveillent ; elle suppose ce travail préalable de maintien de soi, de polissage des comportements qui peut être lu comme le fruit d'un processus historique de pacification des mœurs, et qui se traduit au jour le jour par toutes ces démonstrations d'« inattention polie », caractéristique des relations en public. Ne pas dévisager les autres usagers de l'espace public, ne pas crier, ne pas courir dans la rue hors activités sportives, conserver son quant à soi, préférer les opinions privées aux émotions fortes et collectives... Autant de normes comportementales visant à conjurer de la moindre saute d'intensité, le plus infime débordement, s'il n'est pas réintégré dans les limites de l'individu bien compris (que ce soit en termes d'« expérience enrichissante » ou d'« état d'âme » nécessairement intime). De là aussi une tendance bien démocratique à neutraliser l'émotion comme appel au désordre, pour la rabattre, à grands renforts d'analyses psychologiques et de stages de développement personnel, sur le sentiment dépressif d'un trouble, ou le goût rai-

1 – Bien sûr, pour préserver ce bel équilibre, la définition d'un hyper centre à la fois opulent, branché et responsable, il faut mettre les moyens en face : durcir les contrôles aux points d'accès (portillons dans les métro, montée par l'avant des bus, etc.), renforcer le quadrillage du territoire (vidéosurveillance...) et sécuriser, voire militariser les marges (BAC, GIR, GIPN et leurs nouveaux équipements du flash ball au fusil à lunettes).

sonnable de la satisfaction individuelle. Au *coaching* des gagnants, avec leurs régimes énergétiques à base de compléments alimentaires ou de cocaïne, répond l'étayage thérapeutiques des êtres en souffrance, la surconsommation (massive dans le cas français) de psychotropes en tout genre, la camisole chimique pour les cas désespérés. Tout le monde, évidemment, n'est pas logé à la même enseigne pour ce qui concerne les équipements ou les techniques qui doivent garantir et faire tenir le « moi ».

L'individualisme démocratique renvoie à toute une mécanique d'assujettissement et d'assignation identitaire : non seulement on vit à l'état séparé, comme des individus bien distincts, mais chacun-e doit encore rester à sa place avec les goûts, les habitudes et les sentiments, les espérances qui vont avec (les habitus de classe correspondants). Il en va d'un certain sens de la *distinction*... Pour les prolétaires sommés, tout comme les managers ou les patrons, d'exister par eux-mêmes et de n'être que soi, le désir de s'élever peut tout à fait cohabiter avec la certitude que « l'école, la fac, et la culture c'est pas pour nous ». Il y a une sorte de pré-science qui se loge au cœur de ce sentiment : les stratégies individuelles ne sont bonnes qu'à fabriquer des cas d'école ou des phénomènes de foire (le « sportif issu des cités », le « self made man » qui réussit *malgré tout* dans les affaires) ; d'autant plus exemplaires qu'ils se font rares, et bons surtout à faire tenir le mythe de l'égalité des chances. Les procédures d'individuation recouvrent à ce titre une opération de police préventive, qui vise à maintenir le plus de monde possible dans l'impasse de cet individualisme forcené, et qui implique un strict contrôle de l'accès à l'émotion. Pour que l'expérience mutilée de la vie perdue à taffer, à bricoler sa misère, ou l'expérience en creux de ce que pourrait être une vie intense et libérée, et la rage qui va avec, ne circulent pas trop. L'émotion au sens fort renvoie en effet à cette dimension partageable de l'affectivité, une part flottante, qui engage potentiellement, dans sa circulation et ses décharges, la constitution de communautés d'expériences denses, menaçantes pour les formes de pouvoir qui

fonctionnent à l'individualisation, de bandes rétives à la mise au travail dans le monde de l'économie (des formes de vie collectives, le cas échéant criminelles, où inventer une vie inassimilable sous le régime du capital).

Le désir de retour à la normale qu'on a expérimenté avec tant d'acuité à la fin de la lutte anti CPE constitue le pendant d'une angoisse du débordement, face précisément à ce qui fait mouvement. Débordement dans l'ordre public, débordement du SO, débordement des règlements, des usages des lieux ; chaque fois de l'intensité, de la vie débordent les dispositifs qui entendent contenir la contestation dans des voies polies, policées, raisonnables. Le mouvement déborde ce qui tend à nous maintenir dans l'impuissance. Et aussi dans le domaine des émotions : on sent alors se défaire les contours bien dessinés qui nous enserrant et nous différencient, nous isolent en individus déterminés, avec nos trajectoires propres (dans l'effervescence de la fête, par la mise en action dans l'émeute et les décharges affectuelles qui s'y jouent...). L'individu libéral, bien découpé, séparé du monde qui l'environne, dans sa complexion conforme, donc, est rétif aux émotions fortes comme aux expériences trop vives : c'est qu'elles le jetteraient hors de lui-même, le mettraient en contact avec cette part sauvage et commune dont la circulation peut définir *une vie communisée, intense*. La faiblesse consubstantielle à notre état séparé nous fait désirer une situation de faible intensité : en ce sens l'individu libéral est bien ajusté à l'ordre démocratique du sensible.

À l'inverse, les moments forts du mouvement ont coïncidé avec tous ces temps de mise en commun, ces dynamiques collectives expérimentées en particulier à l'occasion des occupations, et qui sont venues rompre avec la vie à l'échelle individuelle. De la communauté s'est esquissée là où la tendance était plutôt à l'individualisme. Puisqu'il a fallu tout à coup s'auto-organiser, réagir à l'adversité (gazages, arrestations, tracasseries administratives), chacun-e a fait l'épreuve de la force collective et de ce que les angoisses individuelles (pression des examens, du corps ensei-

gnant) gagnent à être prises en charge ensemble. L'idée d'une élaboration collective de ce qui peut être vécu au sens large a fait son chemin : des squats se sont ouverts dès la rentrée, de Dijon à Rennes, de Saint-Etienne à Grenoble ; à l'université Lyon 2 la cuisine collective est relancée, des amphis sont transformés en salle de ciné ; à Montpellier le campus devient un camping. Il y a un enjeu à tenir les espaces qui ont été réappropriés, à maintenir les communautés de lutte qui ont pu se monter autour des cuisines collectives ou dans le cadre des manifestations. Et effectivement, le maintien dans le temps de ces groupes politiques ou de ces dynamiques collectives constitue l'indice d'une persistance pour la part décisive du mouvement, l'écho de l'événement porté : quand on a cessé, à plusieurs, l'espace d'un mois ou d'un printemps, de jouer à l'étudiant responsable ou au travailleur soumis. Pour nous, c'est à partir de cet écart à ce que nous sommes censés être, à partir de cette béance dans l'ordre normal de la domination ou dans la mécanique d'assujettissement que nous pouvons commencer à construire politiquement.

Définir les conditions d'un mouvement qui ne s'arrêterait jamais ça veut dire d'abord conjurer l'angoisse du débordement. Rompre ces freins internes qui nous rappellent à l'ordre, nous font presque désirer le retour à la normale. C'est dans le collectif que cette limite peut être dépassée ; ça implique de rompre avec l'individualisme : avec les dispositifs qui nous individualisent, les petites machines du pouvoir qui nous contiennent et nous tiennent en isolement, nous tiennent séparés (entre nous, et de ce qu'on peut faire, de notre propre puissance). En face on peut opposer de la mise en commun, une circulation collective des mots, des moyens matériels, des affects : une élaboration collective quotidienne en rupture avec le mode de gestion démocratique des individualités. D'emblée ces tentatives de réappropriation ne sont pas encore révolutionnaires mais déjà elles rendent le monde un peu plus habitable : avec des bouffes collectives, l'ouverture de maisons collectives, la mise au point à plusieurs de petites tactiques économiques qui nous libèrent du temps en commun...

Les communautés qui s'élaborent sur ce mode sous-tendent la possibilité d'une sortie de l'économie, d'un dérèglement du contrôle policier. Reste à les intégrer, à les composer quelque part. Et en un certain sens. À les densifier aussi, pour qu'elles nous engagent à vie et ne restent pas à l'état de projets, de points de rencontre pour des individus politisés qui s'associeraient contractuellement, selon des engagements révocables et mesurés à l'aune des préférences ou des goûts de chacun-es. S'affronter efficacement au monde tel qu'il va suppose autre chose qu'une compilation de vies individuelles, de projets, de campagnes. Ce qu'on doit pouvoir opposer au capital c'est une vie partagée et rebelle ; le *mouvement* comme composition offensive d'un monde hostile à l'existence contrôlée et productive qu'on nous promet et qu'on cherche à nous vendre aussi sous le nom de démocratie.

SORTIR DE NOS PRATIQUES POLITIQUES TRADITIONNELLES

Définir les conditions d'une révolte qui ne s'arrêterait jamais cela signifie aussi sortir de nos pratiques politiques traditionnelles, rompre avec nos modes de luttes individualistes et corporatistes et élaborer de nouvelles formes d'engagements dans la durée.

Un mouvement social comme le mouvement dit «anti-CPE» peut être porteur, à condition de déborder de la forme dans laquelle sa charge politique est contenue, il doit s'affranchir du travail des syndicats, ou des médias... il est donc nécessaire de constituer une force capable de dynamiser la perpétuation de cet ordre, pour être à même de le faire exploser. Pourtant, encore une fois, bon nombre de personnes n'ont pas perçu l'intérêt, la nécessité d'y prendre part. Nous avons vu certaines personnes, dont les existences politisées laissaient imaginer un intérêt évident pour ce type d'évènement, continuer le cours de leur vie comme si rien ne se passait, ou participer au mouvement sans s'y impliquer réellement. Pourtant, chaque soulèvement est porteur de perspectives révolutionnaires. D'autant que le contexte historique dans lequel nous nous trouvons et nous trouvons encore, aurait du être perçu comme un indice. La guerre sociale est de plus en plus visible: le mouvement lycéens de 2005, les émeutes de